

D 725 HONDURAS: LE DIOCÈSE DE SANTA ROSA DE COPÁN
SOUS SURVEILLANCE POLITIQUE

Campagnes de discrédit ou de diffamation, accusations sans fondement de menées subversives, arrestations de "ministres de la parole", expulsion de prêtres ou religieuses étrangers: la liste est longue, désormais, des multiples facettes d'une répression insidieuse ou ouverte dans le diocèse de Santa Rosa de Copán, à l'Ouest du pays.

Cette situation s'est instaurée depuis le jour de juin 1980 où des prêtres et des religieuses du diocèse ont dénoncé devant l'opinion internationale le massacre de six cents réfugiés salvadoriens à la frontière du Honduras, sur le fleuve Sumpul (cf. DIAL D 636).

On lira ci-dessous le détail des faits survenus dans le cadre de cette campagne anti-Eglise. Il s'agit d'un rapport élaboré par les membres du diocèse de Santa Rosa de Copán et transmis pour information, en février 1981, à la conférence épiscopale hondurienne.

La situation politique en Honduras n'est pas encore celle du Guatemala où la Bible est "interdite" par les militaires chez les paysans (cf. DIAL D 707). Les similitudes sont cependant frappantes.

Note DIAL

SANTA ROSA DE COPÁN
ET LA RÉPRESSION CONTRE L'EGLISELes précédents

C'est à partir de la réunion des évêques d'Amérique latine à Medellin que l'Eglise de Honduras s'est intégrée à l'effort d'évangélisation des chrétiens de notre pays, de telle sorte qu'ils se mettent à réfléchir sur leur responsabilité dans la marche du Honduras vers une paix véritable édiflée sur la justice. Les efforts dans le sens du soutien apporté aux paysans, de l'appui à leurs justes aspirations et d'une évangélisation sur la base de la conscientisation, ont suscité la méfiance voire la haine de certains secteurs sociaux honduriens: généralement, des personnes influentes et souvent en lien, d'une manière ou d'une autre, avec l'exploitation et les injustices dont est victime notre peuple.

Cette haine croissante a fait explosion pour la première fois en juin 1975, au moment dramatique et brutal de l'assassinat de quatorze personnes, dont deux prêtres qu'on accusait de façon calomnieuse de se rendre dans les montagnes pour collaborer avec la guérilla (1).

(1) Sur le massacre d'Olancho, cf. DIAL D 240, 337, 437 et 450 (NdT).

Une position digne

A l'époque, le gouvernement de la République a pris une position digne. La commission militaire d'enquête de haut niveau a tiré les faits au clair et déterminé les responsabilités devant le peuple hondurien. Il est ainsi apparu clairement que l'assassinat des deux prêtres n'avait pas été un fait isolé, mais une véritable conspiration froidement planifiée. Le ministère de la culture, du tourisme et de l'information affirmait à ce sujet, le 23 juillet de la même année, que "le Conseil supérieur des forces armées est "en possession de documents indiquant que les événements d'Olancho obéissent à un plan ourdi par des membres de la Fédération nationale des agriculteurs et éleveurs de Honduras (FENAGH) ainsi que d'autres personnes de l'entreprise privée; ceci, dans le département d'Olancho et dans d'autres secteurs de la nation".

Après qu'un frein eut été temporairement mis aux agissements de ceux qui semaient la terreur envers une Eglise ayant fait le choix prioritaire des pauvres, les faits suivants de répression contre l'Eglise ont, quelques années durant, revêtu un caractère accidentel.

C'est l'expulsion du pays de quelques prêtres qui avaient été antérieurement déclarés persona non grata par les dictatures nicaraguayennes et salvadoriennes, et qui avaient, depuis le Honduras, conservé certains liens avec des personnes travaillant pour la défense des droits de l'homme tant au Nicaragua qu'en El Salvador (2). On assiste en même temps à l'augmentation de la puissance et de la capacité d'organisation de ceux qui s'opposent à une Eglise prêchant la nécessité "de changements profonds et urgents" dans notre pays. On voit apparaître les menaces contre les délégués de la Parole (3) et les prêtres, suivies de quelques tentatives ou cas d'arrestations. Mais on ne peut encore parler de persécution systématique.

L'augmentation des conflits

En août 1978 se produit au Honduras un coup d'Etat sous la responsabilité des secteurs civils et militaires les plus conservateurs du pays. On va même jusqu'à dire alors, non sans quelque fondement, que l'une des causes du coup d'Etat est le camouflage d'un scandaleux trafic de drogue dans lequel seraient impliqués, à plusieurs niveaux, certains des militaires mis en bonne posture par les changements opérés parmi les hauts dirigeants de l'armée. Nombre de ceux qui ont participé au coup d'Etat ne comprenaient pas l'engagement de l'Eglise auprès des plus défavorisés de la société hondurienne. Les résultats d'un tel changement ne se sont pas fait attendre.

Fermeture de Radio-Progreso

Sept mois après le coup d'Etat du général Paz Garcia, dans la foulée de l'émotion nationale provoquée par l'incendie de l'usine Bemis Handal, Radio-Progreso est fermée; la station radio appartenait aux Pères jésuites travaillant dans le département de Yoro. La fermeture de la station émettrice a été faite en violation flagrante de l'article 85 de la Constitution en vigueur, et même au mépris des procédures prévues par la loi hondurienne pour la fermeture des stations radios. Cette affaire a clairement montré à l'opinion

(2) Cf. DIAL D 494 (NdT).

(3) Laïcs chargés de l'animation liturgique en l'absence des prêtres (NdT).

publique que la sanction frappant Radio-Progreso était la conséquence des pressions exercées par certains secteurs sociaux, profondément inquiets de voir qu'un moyen de communication de l'Eglise donnait la priorité aux informations sur les masses ouvrières et paysannes.

A cette occasion, les évêques ont fait des démarches qui se sont soldées par la réouverture de la radio. Il faut toutefois préciser qu'au dernier moment, et sans en avertir les évêques, le gouvernement a retiré à Radio-Progreso la fréquence d'ondes courtes (HRPL-2) dont elle jouissait. Cela a été au préjudice du travail des écoles radiophoniques et de la portée de la station radio.

En novembre 1979, un nouveau coup significatif est porté, cette fois envers la personne d'un prêtre. Le P. Guadalupe Carney est expulsé du pays; il se voit en même temps retirer la nationalité hondurienne qu'il avait acquise par naturalisation. Auparavant, ce prêtre avait été pourchassé et son logement perquisitionné par l'autorité. C'est l'intervention de son évêque, Mgr Jaime Brufau, qui l'avait dans un premier temps sauvé de l'expulsion. Mais quelque temps plus tard, pour un prétendu délit d'opinion (il avait été fait allusion à une lettre ouverte écrite par le P. Guadalupe), on retire à ce prêtre ce droit fondamental qu'est la nationalité.

La condamnation par L'Eglise

La conférence épiscopale a, à cette époque, blâmé et condamné le fait; de nombreux chrétiens ont fait de même. Parmi les prises de position en ce sens, celle des prêtres du diocèse de Santa Rosa de Copán a eu un impact particulier, du fait du soutien immédiat accordé par Mgr José Carranza, évêque du diocèse. Dans leur communiqué, les prêtres rappelaient que ceux qui portaient violemment la main sur le P. Guadalupe, ou ceux qui étaient les instigateurs de ce geste, se trouvaient "ipso facto" excommuniés conformément à la loi canonique. La presse nationale a interprété ce rappel comme étant une excommunication de fait de la junte militaire de gouvernement. L'information a fait le tour du monde; elle a conduit ceux qui étaient opposés à l'Eglise à focaliser leur hostilité sur le diocèse de Copaneca.

Les conflits dans le diocèse de Santa Rosa de Copán

Impuissants dans leur lutte contre une Eglise montrant son unité sous les coups reçus, ceux qui s'opposaient à l'engagement de l'Eglise avec les pauvres ont commencé à concentrer leurs attaques sur les secteurs d'Eglise les plus faibles et apparemment les plus démunis de moyens de défense par rapport à l'opinion publique.

C'est ainsi qu'ont commencé à redoubler les coups portés contre les membres de l'Eglise de Santa Rosa de Copán, la plus éloignée des moyens d'information du pays, la plus démunie en apparence de possibilités de défense, mais la plus active en faveur des gens dans le besoin.

Le 11 mars 1980, c'est la perquisition du centre de formation Las Milpas appartenant au vicariat de Santa Bárbara, dans le diocèse de Santa Rosa. Le lieutenant Canales Núñez, directeur du Département national d'investigations (DNI) pour le Nord-Ouest, en compagnie d'un autre membre du même organisme, est entré dans l'église, mitraille au poing et avec un mandat de perquisition signé du juge de Quimistán. D'après les déclarations de l'officier, le DNI recherchait des armes, des fusils de guerre, des munitions et même

des machines à fabriquer des projectiles de tous calibres. Ceux qui avaient dénoncé la possession illégale d'armes par le centre étaient des gens inconnus dans la région. C'est ce qui donne à penser que la perquisition a été faite sur la base de déclarations d'agents du DNI, et qui explique que le mandat de perquisition du centre ait été, sur pressions, expédié par le juge de Quimistán. La visite ultérieure d'un des prêtres à ce magistrat a confirmé les doutes.

Toujours dans le but de s'en prendre à l'Eglise, les agents du DNI ont causé des ennuis aux postulants de la congrégation des Passionnistes qui travaillent actuellement au vicariat de Santa Bárbara. Le DNI les convoquait à son bureau pour les interroger, voire les maintenir en détention. Au cours des interrogatoires on leur demandait avec insistance des renseignements sur des prétendues caches d'armes chez les Pères.

A la même époque (19 avril), une perquisition a été effectuée dans l'église de Corquín et au presbytère, sous les mêmes faux prétextes de caches d'armes dans les propriétés d'Eglise.

La radicalisation du conflit

Pendant ce temps-là des milliers de réfugiés salvadoriens commençaient à entrer au Honduras, en particulier par la frontière du département de Lempira. L'insécurité des réfugiés, tout comme la pauvreté des honduriens de la région qui donnaient cependant des signes admirables de fraternité chrétienne envers ceux qui fuyaient la violence du pays voisin, ont poussé le diocèse de Santa Rosa à lancer une campagne d'aide aux habitants de la zone frontalière et aux réfugiés récemment arrivés. D'autres diocèses du pays se sont ultérieurement joints à cette campagne.

Dans une telle situation, suite à l'indifférence des autorités devant le problème des réfugiés et en raison de la collaboration de l'armée au massacre du fleuve Sumpul (4), les prêtres et les religieuses du diocèse, soutenus par Mgr Carranza en dépit de sa maladie, ont pris publiquement position contre les injustices et la violation des droits de l'homme dont étaient victimes les salvadoriens réfugiés au Honduras.

Le 24 juillet 1980, suite aux témoignages irréfutables de réfugiés et de honduriens de la région, l'Eglise de la zone occidentale exprimait son indignation devant l'attitude gouvernementale vis-à-vis des réfugiés et dénonçait le massacre de plus de six cents personnes, effectué par la garde nationale salvadorienne avec la complicité de l'armée hondurienne. La tension et l'affrontement avec l'Eglise de Honduras atteignent un nouveau point culminant depuis le 25 juin 1975; on assiste à la mise en oeuvre d'une nouvelle stratégie gouvernementale de contrôle et de menaces envers le clergé du diocèse de Santa Rosa de Copán.

En effet, à partir de cette époque, les démarches administratives de renouvellement des cartes de séjour sont paralysées pour les prêtres et religieuses étrangers qui résident dans le département de Copán, de Santa Bárbara et de Ocotepeque. Dans les jours suivant la déclaration du diocèse, le gouvernement de la République déclarait dans un communiqué que les prêtres étrangers travaillant dans le diocèse de Copán entretenaient des liens subversifs au plan international. Le chancelier de Honduras, Me Eliseo Pérez

(4) Cf. DIAL D 636 et 691 (NdT).

Cadalso, affirmait dans le journal "Tribuna" du jeudi 26 juin que "les curés de Copán" cherchaient à déstabiliser le pays. L'éditorial de "La Prensa" du même jour traitait également les prêtres de menteurs et de propagateurs de la haine. Le ministre de l'intérieur se déclarait, le vendredi 27, d'accord avec le directeur général de la population et des migrations qui mettait à l'étude la possibilité de l'expulsion des prêtres et religieuses étrangers signataires du document (5).

Le lundi 30 juin les attaques contre les prêtres continuaient. Le mensonge était ouvertement utilisé; dans un article publié dans "La Prensa" de ce jour, on n'hésitait pas à affirmer coup sur coup que la majorité des curés de Copán avaient été expulsés d'El Salvador, qu'il y avait eu "plusieurs" expulsés et que, finalement, ils avaient été au nombre de trois. Dans le même article, on faisait allusion aux Passionnistes en déclarant qu'en Espagne ils avaient une réputation de révolutionnaires. Des militaires de haut rang se prononçaient également à ce sujet; pour sa part, le colonel Montoya, à l'époque commandant du bataillon de Santa Rosa, prenait directement à partie deux prêtres du diocèse pour les insulter, en traitant le P. Jesús Orellana de "vengeur de la société" et le P. Fausto Milla de "délinquant de droit commun". Le 1er juillet, "La Prensa" continuait ses accusations contre les prêtres cherchant à déstabiliser le régime et dénonçait dans son éditorial "l'obsession idéologique du clergé".

Devant cette avalanche d'attaques et de menaces contre les prêtres du diocèse, seule une déclaration de la conférence épiscopale, rendue publique le 1er juillet, a eu pour effet de ralentir la campagne contre l'Eglise de la zone occidentale. Après le communiqué des évêques, dans lequel il était dit que les dénonciations de l'Eglise de Copán relevaient de la mission d'évangélisation de l'Eglise universelle, la campagne de presse se mit à diminuer sensiblement. Quelques jours plus tard, des enquêtes menées à titre privé par certains medias (Tiempo et Tribuna) et diverses organisations donnaient publiquement raison aux prêtres et aux religieuses du diocèse.

L'aide aux réfugiés

Le communiqué des prêtres et des religieuses avait contraint le gouvernement à accepter la présence des réfugiés et la nécessité d'une aide appropriée. Mais il a préféré le faire en confiant la coordination de l'aide au "Comité évangélique d'urgence nationale", de préférence à "Caritas" (dont il faut noter qu'on lui avait fait des difficultés pour ses démarches de libération d'une grande quantité d'aliments retenus à Puerto Cortés durant plus de six mois), alors que cette dernière bénéficie de son expérience et malgré les souhaits explicites en ce sens des organismes internationaux d'aide aux réfugiés.

Le gouvernement a également permis à l'organisation protestante "Vision mondiale" d'opérer à la frontière, alors que cette organisation conditionne son aide à l'adhésion à ses croyances religieuses et à la pratique de ses cultes, au cours desquels d'ailleurs des critiques sont faites au travail de l'Eglise catholique. Ce n'est pas là un fait isolé, mais c'est un phénomène national par lequel on fait obstacle au travail de l'Eglise catholique tandis qu'on offre aux sectes protestantes toutes les facilités et protections nécessaires.

La diminution des attaques publiques et directes contre l'Eglise, en particulier contre les membres du diocèse de Copán, ne voulait pas dire que di-

(5) Cf. DIAL D 637 (NdT).

minuaient les pressions continuelles sur les prêtres et les religieuses de ce secteur. Les pressions et les menaces se sont faites plus discrètes et souterraines, mais non moins réelles. Les perquisitions et les interruptions du culte catholique ont continué et augmenté dans plusieurs églises du diocèse; l'église paroissiale de Quimistán (Santa Bárbara) a été occupée, ainsi que celles de Senseti et de San José (Ocotepeque). Il faut ajouter à ces actions la présence d'agents camouflés ("les oreilles") qui espionnent au cours des messes et des actes religieux.

Il faut noter que l'occupation de l'église paroissiale de Quimistán s'est faite avec le soutien évident d'effectifs de la FUSEP et de membres du 2e bataillon d'artillerie de Pinalejo (Santa Bárbara). On en a pour preuve la présence de soldats de ces deux corps pour protéger l'église à chaque rumeur que des chrétiens de la ligne pastorale de l'Eglise voulaient la récupérer pour le culte public. On peut conclure de même avec la venue au centre Las Milpas du colonel commandant le 2e bataillon d'artillerie, arrivé sur les lieux pour vérifier personnellement le bien-fondé de cette rumeur.

Attaques contre les prêtres

En plus du blocage total ou, parfois, de la perte des dossiers administratifs auxquels sont soumis les prêtres et religieuses étrangers, la campagne anti-Eglise s'est ainsi élargie aux délégués de la Parole (cf. note 3) et aux personnes travaillant en lien avec l'Eglise. Des ordres sont donnés pour surveiller prêtres et délégués. Dans certains cas la célébration est empêchée. Francisco Lara, délégué de la Parole à Guarita, est arrêté parce qu'il participe au travail humanitaire et pastoral que l'Eglise mène auprès des réfugiés. Des convocations répétées sont adressées aux séminaristes de Santa Bárbara pour des interrogatoires dans les locaux du DNI, interrogatoires portant sur de prétendues caches d'armes chez les prêtres du secteur.

En même temps, les attaques contre les prêtres ont tendance à se personnaliser. Le colonel Gustavo Alvarez, commandant en chef de la FUSEP, au cours d'une interview donnée au canal 7 de la télévision le 31 août, a accusé "la secte des jésuites de Santa Bárbara" d'inciter à la lutte armée et de manipuler le clergé national. A la fausseté des accusations vient désormais s'ajouter la confusion des données.

Des campagnes sont lancées contre le P. José Burdak à San Marcos de Ocotepeque. Des accusations sont publiées par la presse contre le P. Fausto Milla. Des fonctionnaires du service des migrations molestent des prêtres d'Ocotepeque. Des tracts sont distribués à Santa Bárbara dans lesquels on traite le P. Angel María Martínez de "pseudo-prêtre, agent du communisme international et distributeur d'armes". Des bruits courent que le clergé est derrière toute action revendicative.

A HRN et autres stations de radio, des campagnes quasi courantes sont faites contre certains "curés tiers-mondistes" qui favorisent la violence et le communisme dans le pays. "La Voz de Junco", qui collaborait auparavant avec l'Eglise dans la commune de Santa Bárbara, a lancé une campagne de discrédit sur le travail ecclésial. "Radio Honduras", porte-parole officiel du gouvernement, répète depuis la dénonciation des événements du Sumpul, un message dans lequel on exhorte les étrangers à respecter la loi hondurienne et repousse toute ingérence de leur part dans les problèmes nationaux.

Les derniers événements

Depuis le 11 décembre 1980 les efforts officiels de discrédit de l'Eglise ont augmenté. A cette date, le Département national d'investigation donnait une conférence de presse en présence des assassins présumés du docteur René Redomo Paredes, tué quelques jours auparavant à Trinidad. Sans permettre aux assassins présumés de parler ou d'être interrogés par les journalistes, le sergent chargé des relations publiques du secteur Nord-Ouest du DNI a affirmé que les déclarations des criminels impliquaient dans le dit crime deux prêtres du département de Santa Bárbara ainsi que le postulant Antonio Bú. Le samedi 12, Antonio Bú et un séminariste nommé Pablo étaient arrêtés. D'après les déclarations de ce dernier, libéré peu après, Antonio Bú a été frappé et torturé psychologiquement, maintenu au secret, sans possibilité de voir son avocat pendant neuf jours, ce qui est évidemment en violation de la législation en vigueur sur ce point.

Le démenti de la famille du docteur assassiné et les témoignages contraires à ceux des criminels, en provenance de pratiquement toute la communauté de Trinidad, ont empêché de possibles conséquences plus graves pour les prêtres prétendument impliqués. Dans une conversation privée, le lieutenant Canales Núñez, directeur du secteur Nord-Ouest du DNI, a assuré à l'avocat d'Antonio Bú qu'"on ne toucherait pas aux prêtres". Ce qui prouve finalement que la conférence de presse à laquelle nous avons fait allusion, avait plus pour but la propagande contre des membres de l'Eglise que la volonté sincère d'élucider les faits.

Conclusion

Nous pensons que la relation des faits présentés jusqu'à maintenant apporte clairement la preuve de l'existence d'une campagne contre l'Eglise de Honduras, campagne organisée par des groupes de pression et bénéficiant de soutiens directs au gouvernement de la République. Les perquisitions dans les presbytères, les occupations illégales d'églises, les retards dans les démarches administratives, les rumeurs et les menaces d'expulsion, les mensonges et les calomnies, les détentions de personnes liées à l'Eglise, les campagnes de discrédit à la radio et dans les journaux, ainsi que la surveillance des activités de l'Eglise: tout cela confirme définitivement l'existence d'un plan de contrôle ou de restriction de la tâche d'évangélisation intégrale que mène l'Eglise au Honduras.

Pour menacer les membres de l'Eglise, on fait généralement autant appel à la structure administrative de l'Etat qu'à ses forces de sécurité, au moins dans la région ouest du pays. Les associations d'éleveurs et d'exploitants agricoles, certains propriétaires de médias, quelques secteurs d'Eglise qui ne suivent pas exactement les directives de la hiérarchie, ainsi que des groupes et organismes protestants se trouvent être à la base de cette campagne anti-Eglise ou prêtent volontiers leur concours à cet effet.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 210 F - Etranger 245 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441